

Le choix du chantage ?

Tribune –Edito de Ndimby A. – 05/10/09

Après le fiasco de son voyage à New-York il y a une semaine, Andry Rajoelina a choisi l'occasion d'un discours à la Nation pour annoncer sa réaction. En résumé, il annonce qu'il est prêt à appliquer les Accords de Maputo, mais a posé des conditions préalables à l'intention de la communauté internationale. Il exige donc de la part de celle-ci un engagement écrit à apporter son aide à l'organisation de toutes les élections de la Transition, à suspendre le processus de sanctions en préparation contre Madagascar, et à débloquer les financements suspendus, notamment par l'Union européenne et la Banque mondiale.

Une fois encore, Andry Rajoelina botte en touche et cherche des échappatoires pour retarder une transition véritablement consensuelle et inclusive. Il a donc choisi la voie peu glorieuse du chantage à l'amendement imprévu, avant d'obtempérer à l'esprit et à la lettre des Accords de Maputo qu'il a pourtant signés. Ses griots vont certainement voir dans ces nouvelles conditionnalités un trait de génie pour refiler la patate chaude de la pression à la Communauté internationale. Et pourtant, au mieux ce n'est qu'un effet pervers du caractère du Malgache qui aime marchander à l'infini, et au pire une rodomontade de celui qui recherche les moyens de trouver un bouc émissaire pour expliquer ce qui sera dans ce contexte l'échec prévisible d'une sortie de crise à court terme. Il va donc essayer de jouer au gentil jeune homme de bonne volonté, mais qui subit le diktat des « méchants » de la communauté internationale.

On ne peut faire abstraction du fait que le discours d'Andry Rajoelina a été effectué dans l'effervescence d'un contexte marqué par la réunion convoquée par l'Union africaine et le Groupe international de contact (GIC) pour demain 6 octobre. Cette rencontre a un parfum de dernière chance pour la Haute autorité de transition (HAT), mais qui apparemment pense qu'elle a les atouts en main qui lui permet de faire le matamore. Dans quelle mesure les manœuvres dilatoires annoncées hier peuvent-elles être des solutions menant vers la sortie de crise ?

On doute fort que Jean Ping (Président de la Commission de l'Union africaine) et les autres diplomates soient venus à Madagascar pour s'entendre dicter des conditions de la part d'un gouvernement considéré comme illégal sur le plan international. On l'a dit et redit : Andry Rajoelina et ses courtisans n'ont pas les moyens d'imposer leur volonté à la Communauté internationale. Car Madagascar n'est ni la Chine avec sa croissance à deux chiffres et son marché de plus d'un milliard d'habitants, ni le Pakistan avec sa bombe atomique. Par conséquent, la faiblesse de notre PIB et la vacuité matérielle de notre armée font que nous allons servir d'exemple à la réaction internationale face à un coup d'État. Et quelque part, notre pauvreté relative est donc une chance, car sinon n'importe quel manipulateur de foule et de mutins pourrait prendre indéfiniment en otage les 18 millions de malgaches, sans vergogne ni scrupules. Trop de personnes pensent qu'il est possible de violer impunément la Constitution et les Droits de l'homme, et que la Communauté internationale n'a pas son mot à dire, ce qui serait selon elles une atteinte à la souveraineté nationale : le *vazaha* doit juste se contenter de donner son aide et ses financements, sans commentaires, et surtout sans murmures ni discussion.

Après les fiascos qui se sont succédés tant à Bruxelles qu'à New York, et les échecs de Maputo, la réunion d'Antananarivo est-elle alors mal partie ? Car il serait temps pour tous de trancher, après sept mois de crise post-putsch. Que la HAT décide de vivre en autarcie comme certains de ses thuriféraires l'y engagent, et qu'elle paye alors le prix de ses tergiversations. Sinon, qu'elle mette un peu de bonne volonté vers la sortie de crise. De son côté, que la communauté internationale décide un alignement sur des sanctions si cela est nécessaire, mais que ses membres aient un comportement cohérent. L'épisode de New-York montre que les soutiens de certains pays à la reconnaissance d'Andry Rajoelina sont de moins en moins discrets. Le jeu troublant de la France avant et après le 17 mars 2009 autorise à des questionnements, et ses efforts en coulisses pour favoriser le rapprochement entre le régime de transition et les bailleurs de fonds sont des secrets de polichinelle. On doute que de tels solos aident le GIC, dont on ne soulignera jamais le mérite à continuer de rechercher à rapprocher les extrêmes.

La pression de la communauté internationale a pour le moment montré ses fruits. Bon gré mal gré, la HAT est obligée de mettre de l'eau dans son vin, alors qu'elle était prête à vouloir le forcing envers et contre tout et tous. Sans elle, il n'y aurait pas eu de négociation entre les putschistes et les autres. La question est maintenant de voir comment la pression peut continuer sans porter préjudice à la population. Faut-il

continuer à suspendre l'aide, ou la reprendre sous conditions et donc donner l'impression de céder au chantage ? L'arrêt du financement de certains projets ne va-t-il pas avoir des effets durables sur les populations ciblées et les objectifs de ces projets ? Ces questions sont légitimes, mais d'un autre côté, il y a un fait indéniable : le seul langage que les dirigeants actuels sont capables d'entendre et de comprendre sont les embargos sur les financements et les discours à des rencontres internationales. La Communauté internationale doit donc se montrer méfiante face à des personnes qui sont très créatives quand il s'agit d'expliquer pourquoi ce qui a été convenu n'est finalement pas respecté.

Source : <http://www.madagascar-tribune.com/Le-choix-du-chantage,12836.html>